

Introduction

La guerre de Trente Ans est le conflit le plus important qu'ait connu l'Europe moderne. Pour l'Allemagne, elle représente un des plus grands cataclysmes de son histoire, avec la peste noire, la période hitlérienne et la partition du pays. C'est une catastrophe tout aussi considérable pour l'ensemble de l'Europe centrale. C'est également peut-être la première guerre vraiment mondiale, puisque presque tous les pays européens y ont participé à un moment ou à un autre, qu'on s'est battu du Jutland, au Nord, à la Catalogne ou à Naples au Sud, du Portugal, à l'Ouest, jusqu'à Smolensk, à l'Est, que des batailles ont même eu lieu au Brésil et en Insulinde. Pourtant cette guerre est assez mal connue en France, sans doute parce que ce pays n'y a participé que dans un second temps et qu'on s'est surtout battu en dehors de ses frontières. Elle n'évoque, au mieux, que les gravures de Jacques Callot ou les aventures de Simplicius Simplicissimus, le héros de Grimmelshausen. Remédier à cette méconnaissance est le but de ce manuel qui cherche à donner une vision globale de la guerre mais en insistant davantage sur les aspects les moins souvent évoqués, ceux qui concernent l'Europe centrale et ses marges ottomanes, russes et baltes.

Comme bien des guerres, celle-ci peut apparaître comme la résultante d'événements assez insignifiants en eux-mêmes : une provocation de la noblesse de Bohême envers l'Empereur ; l'appel parfaitement illégal à un prince allemand, le comte palatin, pour remplacer Ferdinand de Styrie à la tête du royaume de Bohême ; la mort sans héritier de l'Empereur Mathias ; la répression disproportionnée

contre les révoltés de Bohême et le comte palatin ; la concomitance de ces faits avec la fin de la trêve entre l'Espagne et les Provinces-Unies, etc. Mais l'historien ne peut se satisfaire d'énoncer des événements et s'efforce de comprendre quelles sont les raisons profondes qui les ont fait se précipiter, au sens chimique du terme, de telle sorte que leur succession a provoqué une déflagration générale en Europe. Bien des explications ont été données à cela.

La guerre de Trente Ans a été considérée comme le symptôme d'une crise plus générale du XVII^e siècle. Certains historiens ont voulu l'éclairer par les contradictions économiques et sociales du temps. Ils ont alors insisté sur la crise de la classe aristocratique européenne et l'émergence d'une classe bourgeoise. L'historiographie marxiste a cherché à montrer comment l'établissement du capitalisme commercial, avec l'essor du commerce, l'élargissement du marché, le remplacement des forces serviles par des forces de travail salariées, se serait opposé en Europe centrale au système économique qui assurait la puissance de la noblesse territoriale : des revenus provenant de la rente féodale, en argent, et des redevances en nature. Cette contradiction aurait obligé les seigneurs à s'adapter en renforçant leur emprise sur la paysannerie par l'instauration d'un « second servage », ce qui les opposait à la petite noblesse et aux villes. Ce cadre général expliquerait la crise du XVII^e siècle qui, contrairement à ce qui se passe en Europe de l'Ouest, n'a pas débouché sur une transformation de la structure sociale, faute de bourgeoisie suffisamment puissante.

Sans forcément avoir recours au concept de lutte des classes, on peut remarquer l'importance dans tous les pays européens des soulèvements populaires, significatifs d'une crise économique globale. Les historiens, notamment anglais, ont préféré, à la suite de nombreux articles de la revue *Past and Present* des années 1954 à 1962, considérer une crise économique et politique. En plus des

guerres de religion, il faudrait donc tenir compte de la guerre pour l'indépendance des Provinces-Unies, des révoltes de Catalogne et du Portugal, de la Fronde, de la Révolution anglaise.

Cette guerre s'insère dans le cadre des guerres de religion qui déchirent l'Europe de 1546, voire des années 1520, à 1648, guerres où le religieux et le politique sont intimement liés. Elle est ancrée dans une culture de la violence, encore particulièrement forte au XVII^e siècle malgré les efforts des princes pour limiter la violence privée au profit de la justice. C'est pourquoi la guerre apparaît comme une situation anormale : extrêmement fréquente, mais anormale, au sens où elle indique que toutes les voies de justice ont échoué ; d'où les interventions fréquentes des juristes et des théologiens pour légitimer l'usage de la force, d'où le recours à la notion de « guerre juste », d'où les réflexions sur les alliances légitimes et la « raison d'État » moins d'ailleurs à la suite de Machiavel que de Giovanni Botero en 1589.

S'il est indispensable de la situer dans un cadre très vaste, il n'en reste pas moins que la guerre de Trente Ans est un symptôme différent des autres de la crise générale. Elle doit donc être étudiée pour elle-même, d'autant qu'elle peut s'insérer dans d'autres problématiques comme celle de la lutte de l'Occident chrétien contre l'Empire ottoman et la volonté tenace de croisade. D'autre part, chacun des pays engagés dans la guerre éprouve de manière différente les crises politiques, économiques et sociales du temps et a des intérêts particuliers à s'engager ou non dans la guerre. Le rappel du contexte général ne dispense donc pas de l'étude de chaque État.

En réalité, c'est par facilité que nous parlons d'État et de relations internationales. À proprement parler, il n'y a pas encore de nations, encore moins d'États-nations : les consciences nationales n'ont pas d'expression politique. Quant aux relations entre États, elles interfèrent avec des relations familiales ou dynastiques entre souverains, avec des

liens religieux, avec le jeu multiple des clientèles qui fait qu'un prince d'un pays peut être soumis à un prince d'un autre pays. La situation est donc radicalement différente de celle de notre époque, et il faudra s'en souvenir même quand nous emploierons des expressions qui ne sont pas parfaitement appropriées au XVII^e siècle.

Les sources, pour étudier cette guerre, sont considérables ; on prévoit 45 volumes rien que pour la publication de la correspondance et des comptes rendus des négociations concernant la paix de Westphalie, 13 pour les lettres entre le duc de Bavière et ses alliés de 1618 à 1635 ; il y a 20 volumes concernant l'édit de Restitution aux Archives de Saxe... Ces sources sont déposées dans un très grand nombre d'endroits, dans toute l'Europe. Les lire dépasse de loin la capacité d'un seul chercheur, d'autant que les langues utilisées sont multiples : latin, allemand, tchèque, hongrois, roumain, français, hollandais, aragonais, castillan, portugais, italien, etc. Cela explique qu'il n'existe guère que des manuels sur le sujet, les travaux de recherche étant limités à des aspects très particuliers du conflit. Ce manuel est donc fondé sur des travaux de seconde main, comme les autres et peut-être encore plus, en raison de sa taille réduite. On ne peut qu'espérer qu'il sera malgré tout utile.

Chapitre 1

Les principaux États européens à la veille de la guerre

La plus grande partie des États européens a participé à la guerre, pour diverses raisons. Pour comprendre les raisons de leur implication progressive dans le conflit, il est nécessaire de les présenter rapidement, en commençant par le plus important, celui qui, pendant trente ans, est au cœur des événements, le Saint Empire. Nous effectuerons ensuite un tour d'Europe, en privilégiant les États d'Europe centrale, moins bien connus des étudiants français.

■ ■ I. Le Saint Empire

1. L'Empire et ses institutions

D'une certaine manière, le Saint Empire romain de nation allemande (*Heiliges Römisches Reich deutscher Nation*) se confond encore avec la chrétienté, comme du temps où le pape et l'Empereur se partageaient les pouvoirs temporel et spirituel, et cela même si une première rupture a eu lieu au XI^e siècle entre l'Orient et l'Occident et si, depuis la Réforme du XVI^e siècle, de nombreux chrétiens ne reconnaissent plus l'autorité de Rome. Les souverains des États territoriaux n'acceptent plus la tutelle de l'Empereur, mais celui-ci reste le champion de la chrétienté, celui qui est tout naturellement à la tête de toute croisade contre les infidèles. Dès que la menace ottomane se profile, les différents États du Saint Empire s'unissent derrière l'Empereur pour fournir subsides et soldats.

L'Empire déborde largement les limites de l'Allemagne actuelle ; il comprend les Pays-Bas et la Franche-Comté, une grande partie de la Lorraine, les Pays héréditaires (l'Autriche), le royaume de Bohême, les cantons suisses et une bonne partie de l'Italie septentrionale dont les princes doivent demander l'investiture à l'Empereur. De nombreuses régions sont plutôt pauvres : les montagnes sont très présentes au Sud ; les plaines sont, pour beaucoup, peu fertiles. Il y a malgré tout une grande diversité de paysages, les régions marécageuses voisinant avec de vastes forêts et avec des vallées riantes. L'Empire est favorisé par la présence de grands fleuves qui coulent d'Ouest en Est (Danube) ou du Sud au Nord (Rhin, Elbe, Weser, Oder), permettant de répandre au loin les produits commerciaux. La population a profité de l'expansion économique passant, au cours du ^{xvi}^e siècle, de 12 à 18-20 millions d'habitants (pour l'Allemagne dans les frontières de 1871). Des terres sont défrichées pour nourrir ce surcroît de population. Cette population n'est pas homogène : il y a de nombreux peuples allemands, mais très différents, et qui se comprennent difficilement tant leurs langues sont variées. Plus on va vers l'Est, plus les Slaves sont nombreux : la Bohême, la Saxe, la Lusace sont en grande partie slaves.

L'Empire est une monarchie élective, mais où le souverain peut faire élire son successeur de son vivant sous le titre de roi des Romains (couronné ensuite Empereur par le pape à la mort du souverain en titre). La couronne est aux mains des Habsbourg d'Autriche depuis 1439 (avec Frédéric III) – cela presque sans interruption jusqu'en 1806. La Bulle d'Or de 1356 règle les modalités de l'élection, qui se déroule depuis le ^{xvi}^e siècle à Francfort : il y a un collège de 7 électeurs, 3 ecclésiastiques (archevêques de Mayence, Trèves et Cologne) et 4 laïques (roi de Bohême, un Habsbourg depuis 1527, duc de Saxe, margrave de Brandebourg et comte palatin du Rhin). Le

nouvel élu doit accepter une « capitulation électorale » qui limite ses droits. L'Empereur est néanmoins un prince souverain, qui exerce la justice, dirige la politique étrangère et doit veiller à la sécurité et à l'intégrité de l'Empire. Il pourvoit à certains bénéfices ecclésiastiques, peut accorder des lettres de noblesse et des privilèges, et il renouvelle l'investiture des fiefs immédiats de l'Empire. C'est le premier des souverains européens, dont les ambassadeurs ont la prééminence sur tous les autres.

Il est aidé de plusieurs institutions :

- La Chancellerie d'Empire (*Reichshofkanzlei*) rédige et publie tous les actes écrits du pouvoir et gère la diplomatie (affaires étrangères et correspondance de l'étranger). Elle est à Vienne et est dirigée par un vice-chancelier désigné par l'Électeur de Mayence, chancelier d'Empire, et par l'Empereur ; c'est toujours un Allemand. À partir de 1620, elle est concurrencée par la Chancellerie autrichienne (*Hofkanzlei*).
- Le Conseil aulique d'Empire (*Reichshofrat*), à Vienne, joue le rôle de Cour d'appel, sauf pour l'Autriche et la Lorraine. Il investit également les comtes et les barons de l'Empire. Il est composé de juristes recrutés dans tout l'Empire, directement par l'Empereur.
- Le Tribunal de la Chambre d'Empire (*Reichskammergericht*), dont le président est nommé par l'Empereur, mais qui dépend des États et siège à Spire (à Wetzlar à la fin du xvii^e siècle). Les États nomment la majorité des membres, les autres l'étant par l'Empereur. C'est en principe le tribunal de première instance pour les immédiats d'Empire ; en réalité, chaque État important ayant son propre tribunal, il joue le rôle de Cour d'appel. Il concurrence donc le Conseil aulique d'Empire.
- Le Conseil privé (*Geheimer Rat*) prend les grandes décisions politiques et s'occupe des affaires financières. Il est en concurrence

avec la Chancellerie d'Empire et, surtout à partir de 1620, avec la Chancellerie aulique d'Autriche.

– La Diète d'Empire (*Reichstag*) comprend trois collèges : le collège des Électeurs, le collège des princes immédiats d'Empire, c'est-à-dire n'ayant pas d'autre suzerain que l'Empereur (environ 300 membres, en trois bancs : les princes ecclésiastiques – archevêques, abbés et abbesses, les ducs et landgraves et les comtes, barons et burgraves – ce dernier groupe n'ayant qu'une voix), le collège des villes libres (une cinquantaine). À partir de 1555 les États luthériens se réunissent en « corps ecclésiastique », sous la présidence de l'Électeur de Saxe, pour traiter des problèmes confessionnels. La Diète vote les déclarations de guerre, la mobilisation de l'armée des Cercles. Présidée par l'archevêque de Mayence, elle se réunit généralement pour quelques semaines à Augsbourg, Worms, Spire ou Ratisbonne et émet des « recès » qui ont force de loi une fois ratifiés par l'Empereur. Les réunions, sur convocation impériale, sont très irrégulières : six fois entre 1555 et 1603, puis en 1608, 1613 et 1640.

L'Empire est également divisé, à partir de 1512, en dix Cercles (six en 1500), pour assurer sa défense, à la tête desquels les seigneurs se retrouvent dans une assemblée, le *Kreistag* : Cercles d'Autriche, de Bourgogne (Pays-Bas, Franche-Comté), Électorats du Rhin, Franconie, Bavière, Souabe, Haut-Rhin (Lorraine, Alsace, Hesse, Savoie), Westphalie, Haute-Saxe (Dresde, Berlin), Basse-Saxe. La Suisse, la Bohême, la Moravie, la Silésie n'appartiennent à aucun Cercle. Les principautés d'Italie du Nord (sauf Venise) sont des « fiefs d'Empire », c'est-à-dire que l'Empereur en donne l'investiture.

Les princes les plus puissants ont leur propre politique étrangère, à condition qu'elle ne soit pas contraire aux intérêts de l'Empire. Ils ont leur propre armée, qui ne se confond pas avec celle des Cercles. Quant à l'Empereur, il cherche à avoir une armée permanente sur ses domaines héréditaires.

À la tête de l'Empire se trouvent les Habsbourg : une famille originaire du lac de Constance, qui a étendu ses possessions vers l'Ouest (Souabe, Brisgau, Alsace) et vers l'Est (Vorarlberg, Tyrol, Autriche, Carinthie, Carniole). Des alliances matrimoniales ont permis d'acquérir d'autres territoires : Maximilien, en épousant en 1477 Marie de Bourgogne, obtient les Pays-Bas (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas actuels) et la Bourgogne (incluant la Franche-Comté). Leur fils Philippe le Beau épouse Jeanne la Folle et hérite de la Castille et de l'Aragon. Leur fils Charles devient empereur en 1519 sous le nom de Charles Quint ; mais la part autrichienne de l'héritage revient à son frère Ferdinand, qui épouse Anna Jagellon, sœur du roi de Bohême et Hongrie, et prétend à son héritage. Les deux frères restent étroitement unis. Lorsque Charles Quint abdique, en 1556, c'est Ferdinand qui devient empereur, le fils de Charles, Philippe II, conservant l'Espagne, la Bourgogne et les Pays-Bas. Pour les Allemands, choisir un Habsbourg pour Empereur, c'est choisir la famille la plus importante d'Europe, ce qui est nécessaire en raison du péril turc : les Turcs occupent une partie de la Hongrie, ils ont déjà été aux portes de Vienne.

2. Les principaux États de l'Empire

Malgré la fragmentation politique extrême de l'Empire, on peut distinguer huit grands ensembles : Électorats ecclésiastiques, Palatinat, Bavière, Saxe électorale, Brandebourg, les villes libres, les États autrichiens, la Bohême. On pourrait ajouter le duché de Wurtemberg et le landgraviat de Hesse, territoires moyens de

chacun 400 000 habitants. Mais ces territoires sont fragmentés, ils n'appliquent pas tous la primogéniture et se divisent à chaque succession, c'est le cas notamment de la Hesse. Ils cherchent à mener une politique indépendante, au point que les Habsbourg ont du mal à se faire respecter : les vassaux de la Saxe, du Brandebourg et de la Bavière ne peuvent plus, depuis 1620, en appeler à la Cour suprême de l'Empire sans leur consentement. Certains États refusent de se rendre à la Diète, par exemple des États protestants, pour la Diète de Ratisbonne de 1613.

Les électorats ecclésiastiques de Rhénanie sont dirigés par les archevêques de Trèves, Cologne et Mayence, prélats et princes temporels de ces territoires (en réalité les limites du diocèse et de la principauté ecclésiastique coïncident rarement parfaitement) ; ils disposent en outre d'autres évêchés : Spire, Worms, Liège, Wurzburg et sont donc, avec l'Électeur palatin, les maîtres de l'espace rhénan. Les archevêques sont élus par un chapitre de 12 chanoines justifiant d'au moins 16 quartiers de noblesse en ligne masculine et féminine ; on retrouve donc dans les chapitres toutes les grandes familles aristocratiques, partagées entre un « parti français » et un « parti viennois ». Trèves est plutôt alliée de la France, alors que Mayence et Cologne sont des soutiens fidèles de Vienne. Chaque électorat possède une Cour et un gouvernement : Bonn pour l'électorat de Cologne, Coblenche pour celui de Trèves, Aschaffembourg pour celui de Mayence. Les archevêques ont une assemblée d'États qui vote une maigre contribution et une très faible armée permanente. Indispensables pour le bon fonctionnement de l'empire, ils n'ont cependant pas les moyens d'une grande politique et dépendent des pensions que les pays plus importants, comme la France, veulent bien leur verser. Leur soutien est en effet très convoité en raison de la situation stratégique de leurs États dans la vallée du Rhin.

Principaux souverains et princes

Bavière :

Maximilien I^{er} (1597-1651)

Brandebourg :

Jean III Sigismond (1608-1619)

Georges Guillaume I^{er} (1619-1640)

Frédéric Guillaume I^{er} (1640-1688)

Danemark :

Christian IV (1588-1648)

Empire ottoman :

Ahmed I^{er} (1603-1617)

Osman II (1618-1622)

Mourad IV (1623-1640)

Ibrahim I^{er} (1640-1648)

Espagne :

Philippe III (1598-1621)

Philippe IV (1621-1665)

France :

Henri IV (1589-1610)

Louis XIII (1610-1643)

Louis XIV (1643-1715)

Lorraine :

Henri II (1608-1624)

Charles IV (1624-1634)

Nicolas II François (1634-1635)

Charles IV à nouveau (1641, 1659-1670)

Pologne :

Sigismond III (1587-1632)

Ladislav IV (1632-1648)

Russie :

Michel III (1613-1645)

Alexis (1645-1676)

Saint-Empire :

Rodolphe II (1576-1612)

Mathias (1612-1619)

Ferdinand II (1619-1637)

Ferdinand III (1637-1657)

Saint-Siège :

Paul V (1605-1621)

Grégoire XV (1621-1623)

Urbain VIII (1623-1644)

Innocent X (1644-1655)

Savoie :

Charles-Emmanuel I^{er} (1580-1630)

Victor-Amédée I^{er} (1630-1637)

François-Hyacinthe (1637-1638)

Charles-Emmanuel II (1638-1675)

Saxe électorale :

Jean-Georges I^{er} (1611-1656)

Suède :

Gustave II Adolphe (1611-1632)

Christine (1632-1654)

Transylvanie :

Etienne II Bocskaj (1605-1606)

Sigismond Rákóczi (1607-1608)

Gábor Báthory (1608-1613)

Gábor II Bethlen (1613-1629)

Georges I^{er} Rákóczi (1630-1648)

Chronologie

- 1605, 1607 : affaire de Donauwörth
- 1608 (12 mai) : union évangélique
- 1609 (9 juillet) : lettre de Majesté
- 1609 (10 juillet) : Sainte Ligue
- 1609-1614 : affaire de la succession de Clèves et Juliers
- 1618 (23 mai) : défenestration de Prague
- 1619 (20 mars) : mort de l'Empereur Mathias
- 1619 (28 août) : élection de l'Empereur Ferdinand II
- 1620 (8 novembre) : bataille de la Montagne Blanche
- 1621 (21 janvier) : Frédéric V mis au ban de l'Empire
- 1625 : entrée en guerre du Danemark
- 1626 (27 août) : bataille de Lutter
- 1627 (31 juillet) : Constitution renouvelée de la Bohême et patente religieuse
- 1629 (28 mars) : Édikt de Restitution
- 1629 (7 juin) : paix de Lübeck
- 1630 (juillet-novembre) : Diète de Ratisbonne
- 1630 (juillet) : entrée en guerre de la Suède
- 1631 (20 mai) : sac de Magdebourg
- 1631 (17 septembre) : bataille de Breitenfeld
- 1632 (16 novembre) : bataille de Lutzen et mort de Gustave-Adolphe
- 1634 (25 février) : assassinat de Wallenstein
- 1634 (5-6 septembre) : bataille de Nördlingen
- 1635 (19 mai) : déclaration de guerre de la France à l'Espagne
- 1635 (30 mai) : paix de Prague
- 1636 (15 août) : prise de Corbie par les Espagnols
- 1637 (15 février) : mort de l'Empereur Ferdinand II
- 1640 : révoltes au Portugal et en Catalogne
- 1642 (19 mai) : bataille de Rocroi
- 1642 (3 décembre) : mort de Richelieu
- 1643 (14 mai) : mort de Louis XIII

1643 (18 mai) : bataille de Rocroi

1644 (printemps) : début des négociations de Westphalie

1645 (6 mars) : bataille de Jankau

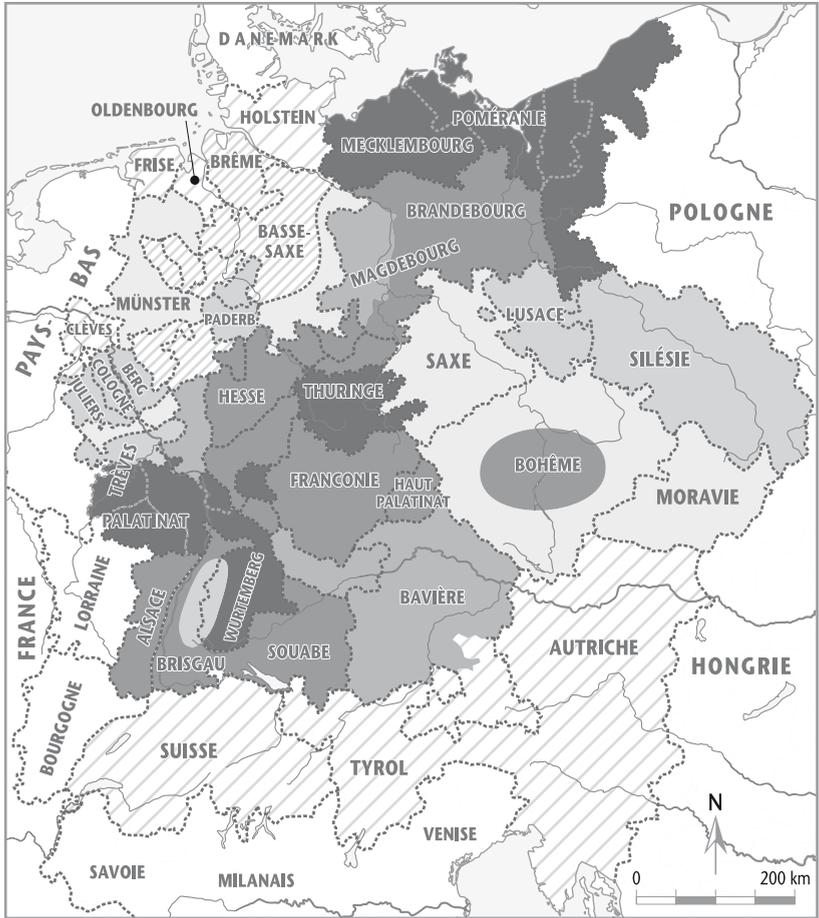
1648 (17 mai) : bataille de Zusmarshausen

1648 (20 août) : bataille de Lens

1648 (24 octobre) : paix de Westphalie



Situation confessionnelle en Europe centrale au début du XVII^e siècle



Les pertes de population en Europe centrale
au temps de la guerre de Trente Ans